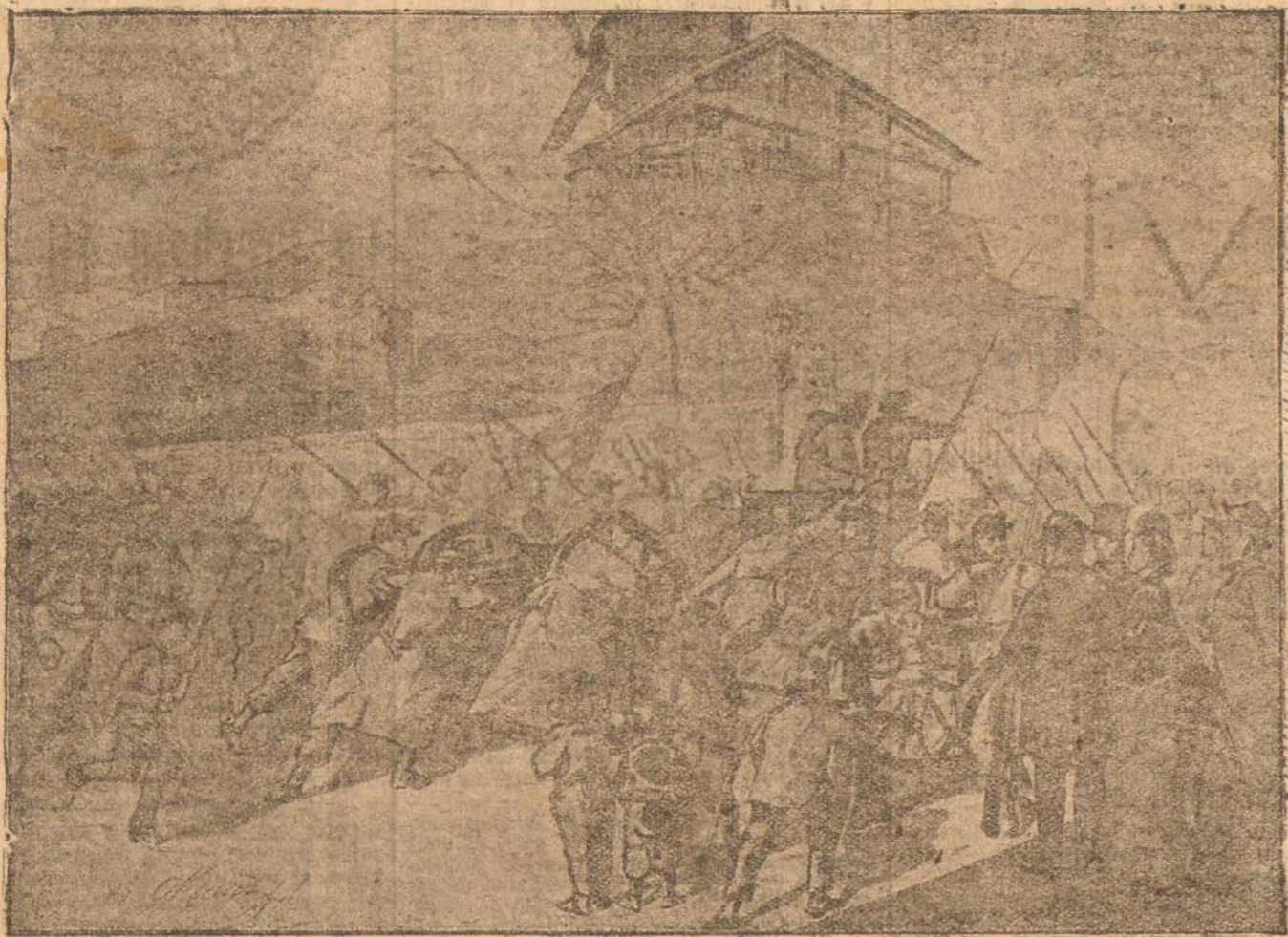


SUR LA BUTTE MONTMARTRE

LES CANONS. - LES GÉNÉRAUX



Ces canons, c'était Paris lui-même tout entier, qui s'était fait bronze pour se défendre. On avait fabriqué ces pièces de sept, de huit, de dix, de vingt-quatre, ces mitrailleuses américaines, avec l'épargne des ménagères riches ou pauvres, avec les louis des hommes opulents et les liards des meurt-de-jam ; les artistes avaient offert leurs talents, les poètes leurs vers, les marchands leurs recettes, pour qu'on achetât des canons, des canons encore. Toutes les bouches à pain s'étaient privées pour qu'on eût des bouches à feu. (Croquis exécuté sur place par Denis-Desroches.)

LA REPRISSE DES CANONS

... Il se leva enfin ce jour que l'histoire n'oubliera plus et qui marque un des plus prodigieux efforts pour la conquête de l'avenir. La partie sanglante était engagée. Paris était condamné. En s'éveillant, il lut sur les murs une affiche insolente et menaçante, lui annonçant que le gouvernement, sans avoir tenté aucun moyen de conciliation, après les avoir tous repoussés, déclarait la guerre au peuple de Paris.

de police enlevaient les couronnes attachées le long de la colonne. Le drapeau rouge qui surmontait le génie avait disparu, ainsi que l'écrêteau acclamant la République universelle. Mais toutes les rues débouchant du faubourg étaient déjà hérissées de barricades. A chaque coin de ces rues, se promenaient impassibles, à vingt pas de la sentinelle avancée de l'armée ennemie. Les soldats, du reste, paraissaient abattus, fatigués, sans entrain, mécontents même. C'était de toutes jeunes recrues. Ils quittaient le rang pour aller boire chez le marchand de vin, avec le public qui les prêchait, les endoctrinait. A midi, l'ordre de la retraite arriva. Il en fut de même partout. L'armée se retira et la garde nationale, tout entière sur pied, resta maîtresse de la cité. Les bataillons de l'ordre eux-mêmes s'étaient abstenus de prêter main-forte aux condottieri de Versailles. Vers le même soir, le gouvernement s'enfuit, et Paris se trouva brusquement, sans s'y attendre, sans l'avoir prévu ni voulu, certes, à ce moment, absolument livré à lui-même. Le sort en était jeté. La Commune venait de naître. **ARTHUR ARNOULD.**
La Commune de Paris.

LA MORT DES GÉNÉRAUX

Rien ne sortait de Montmartre, immense fourmillement de gardes venant aux nouvelles et de soldats débauchés pour les quels on faisait des quêtes, car ils n'avaient rien pris depuis le matin. Vers trois heures et demie, on vint dire au comité de vigilance établi rue Clignancourt que le général Lecomte était en grand danger. Une foule de soldats enlourait le Château-Rouge, exigeait une exécution immédiate. Les membres de ce comité, Ferré, Bergeret, Jaclard, envoyèrent immédiatement l'ordre au commandant du Château-Rouge de veiller sur le prisonnier. Quand cet ordre arriva, Lecomte venait de partir. Il demandait depuis longtemps à être conduit devant le Comité central. Les chefs de poste, très troublés par les cris, voulant dégager leur responsabilité, ne connaissant que le comité de la rue des Rosiers, avaient décidé d'y conduire le général et ses officiers. Ils arrivent vers quatre heures, à travers une foule terriblement irritée. Personne cependant ne les frappe. Le général est gardé à vue dans une petite chambre du rez-de-chaussée ; on met les officiers au premier étage où ils trouvent plusieurs de leurs camarades également prisonniers. Là, les scènes du Château-Rouge recommencent. Les soldats exaspérés crient toujours : « A mort ! » Les officiers de la garde nationale s'exténuent à les arrêter, barrant la porte, disent : « Attendez ce comité ! » Lequel ? Le Comité central est à l'autre bout de Paris ; le Comité de la rue des Rosiers est dispersé partout, les uns au Comité de vigilance de la chaussée Clignancourt, les autres à la mairie où le commandant Dardelles, Raoul Rigault, Paschal Grousset, discutent avec le maire Clemenceau, très mécontent de ce qui se passe. Mais le mot de Comité est magique ; on parvient à poser des sentinelles et à suspendre les colères. Vers quatre heures et demie une ruineur emplit la rue, et, lancé par une trombe, un homme à barbe blanche est jeté contre la maison. C'est Clément Thomas, l'homme de juin 48, l'insulteur des bataillons populaires, qui a plus fait que Ducrot pour déshonorer la garde nationale. Reconnu, arrêté rue des Martyrs où il inspectait la barricade, il a monté la butte dans une huée de sang. Ironique hasard des révolutions qui laisse fuir le requin et livre aux vengeances la grenouille. Son arrivée décide tout. Il n'y a qu'un cri : « A mort ! » Des officiers de la garde nationale veulent lutter ; un capitaine garibaldien, un héros, Herpin-Lacroix, se cramponne aux parois du couloir. On le meurtrit, on force l'entrée ; Clément Thomas est précipité vers le jardin, derrière la maison ; les balles le suivent, il tombe face à terre. Il n'est pas mort que les soldats du 88^e ont brisé les croisées de la chambre du général Lecomte, l'entraînent vers le jardin où les balles le tuent. Aussitôt les fureurs s'apaisent. Dix officiers sont là : personne



Le gant était jeté : — fallait-il le relever ? Fallait-il courber la tête ? Fallait-il armer son fusil ? Courber la tête c'était abandonner, sacrifier la République, renoncer à la rénovation sociale, tendre la gorge aux bourreaux du peuple, s'avilir et abdiquer ! Résister, courir aux armes, c'était sans doute marcher à la mort. Il y a des circonstances où il faut savoir mourir, lorsque mourir, c'est confesser sa foi, lorsque mourir, c'est affirmer un principe, arborer un drapeau, jeter dans le monde avec son sang une idée nouvelle et vraie. Paris accepta la bataille. On connaît les détails de cette journée. Les buttes Montmartre furent d'abord surprises ; mais comme cette victoire trop facile n'eût sans doute pas fait les affaires de Thiers, il se trouva que les troupes n'avaient point amassé de chevaux ni de traits pour enlever les canons. Il y eut là un de ces éclairs de sensibilité, caractéristiques, presque touchants, dont le peuple de Paris est si prodigieux. Les femmes arrivèrent les premières. Elles se jetèrent sur les canons, déjà en possession de l'armée, les enlacent de leurs bras, s'y cramponnèrent. Elles s'élançèrent dans les rangs de la troupe, adjurant les soldats de ne pas fuir sur leurs frères, les gagnant un à un, leur arrachant leurs fusils. Les gardes nationaux, pendant ce temps, s'armaient, se massaient à leur tour. Le soldat, las des batailles, déshabitué de la discipline par les défaites, n'ayant plus de confiance en ses chefs, ni d'estime pour eux, se laissa entraîner. Il leva la croix, fraternisa avec la foule.



Les gendarmes, les gardes de Paris, les anciens sergents de ville résistèrent seuls à l'entraînement général. Pour ceux-là, il y avait les fusils des fils, des frères, des maris. Ils battirent en retraite. Dans le faubourg Antoine, la surveillance avait été plus active. On n'avait pu surprendre le parc de la rue Basfroi. Lorsque l'arrivée, le matin, sur la place de la Bastille, cette place était couverte de troupes et de mitrailleuses. Les gens

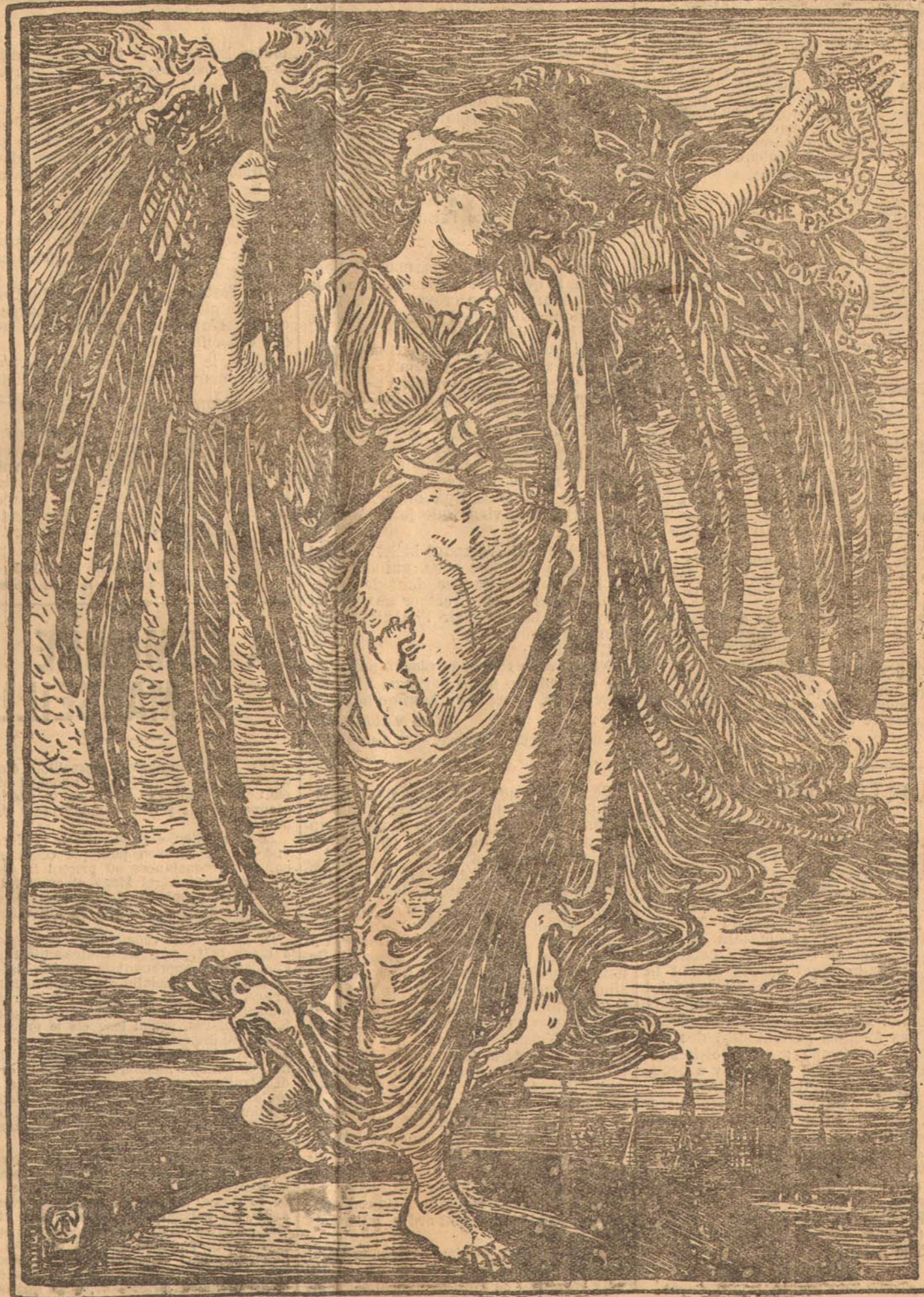
ne les menaça. Ils sont ramenés au Château-Rouge, et, la nuit venue, Jaclard les met en liberté. **LISSAGARAY.**
Histoire de la Commune.

PREMIÈRES PROCLAMATIONS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ
AU PEUPLE
Citoyens,
Le peuple de Paris a secoué le joug qu'on essayait de lui imposer. Calme, impassible dans sa force, il a attendu sans crainte comme sans provocation les fous étonnés qui voulaient toucher à la République. Cette fois, nos frères de l'armée n'ont voulu porter la main sur l'arche sainte de

A LA MEMOIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

Composition de Walter Crane (Londres)



no libérés. Merci à tous, et que Paris et la France jettent ensemble les bases d'une République acclamée avec toutes ses conséquences, le seul gouvernement qui fermera pour toujours l'ère des invasions et des guerres civiles. L'état de siège est levé. Le peuple de Paris est convoqué dans ses sections pour faire ses élections communales. La sûreté de tous les citoyens est assurée par le concours de la garde nationale. Hôtel de Ville, Paris, le 19 mars 1871.

Le Comité central de la garde nationale : Assi. Billioray, Ferrat, Babick, Edouard Moreau, C. Dupont, Varlin, Boursier, Mortier, Gouhier, Lavalette, Fr. Jourde, Rousseau, Ch. Lullier, Blanchet, J. Grollard, Barroud, H. Gèresme, Fabre, Pougeret.



LE COMITÉ CENTRAL
Paris, 19 mars 1871.
Citoyens,

La journée du 18 mars, que l'on cherche par raison et par intérêt à travestir d'une manière odieuse, sera appelée dans l'histoire, la journée de la justice du Peuple. Le gouvernement déchu, toujours malade, a voulu provoquer un conflit sans s'être rendu compte de son impopularité, ni de la fraternité des différentes armes. L'armée entière, commandée pour être fratricide, a répondu à cet ordre par le cri de : Vive la République ! Vive la garde nationale !

Seuls deux hommes qui s'étaient, depuis six mois, rendus impopulaires par des actes que nous qualifions dès aujourd'hui d'iniques, ont été frappés par la justice du peuple.

Le Comité de la Fédération de la garde nationale proteste dès maintenant contre toute calomnie qui tendrait à insinuer que les exécutions se sont faites par ses ordres. Vive la République !



RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

L'INTERNATIONALISME DE LA COMMUNE

Les travailleurs n'espéraient pas des miracles de la Commune. Ils n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savent bien que pour réaliser leur propre émancipation, et en même temps la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes. Ils n'ont pas à réaliser un idéal, mais à dégager les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise elle-même porte en ses flancs. Dans la conscience pleine et entière de leur mission historique, et avec la résolution héroïque de l'accomplir, les travailleurs peuvent se rire des grossières invectives des gens de plume aux gages des gens du monde, et de la protection pédantesque de bienveillants bourgeois doctrinaires, débitant leurs banalités d'ignorants et leurs billevesées de sectaires sur un ton dogmatique, comme s'ils étaient les oracles infallibles de la société. Lorsque la Commune de Paris prenait en ses propres mains la direction de la Révolution ; lorsque de simples ouvriers osaient, pour la première fois, empiéter sur le privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels » ; lorsque, dans les circonstances les plus difficiles, ils accomplissaient leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement — et pour des salaires dérisoires — le vieux monde se tordait de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du travail, flottant sur l'Hôtel de Ville.

Rien de plus merveilleux que le changement dans la physionomie de Paris, sous la Commune ! De la ville orgueilleuse du second Empire, plus la moindre trace. Paris n'était plus le rendez-vous des nobles lords d'Angleterre, des grands propriétaires irlandais que ne vit jamais l'Irlande, des anciens possesseurs d'esclaves des états sudistes, des rastaquouères yankees, des Russes, anciens propriétaires de serfs, ni des boyars valaques. Plus de cadavres à la Morgue, plus d'attaques nocturnes, à peine quelques vols ; en fait, c'était la première fois, depuis les jours de février 1848, que les rues de Paris étaient sûres, et cela sans aucune espèce de police. « Nous n'entendons plus parler, disait un membre de la Commune, d'assassins, de vols, ni d'agressions ; on croirait vraiment que la police a entraîné avec elle à Versailles toute sa clientèle conservatrice. » Les cocottes avaient senti à la

piste leurs protecteurs, les francs-tireurs, gardiens de la famille, de la religion, et, par-dessus tout, de la propriété. Elles avaient disparu. En revanche, la vraie Parisienne réapparaissait ; elle se montrait héroïque, noble, dévouée, comme une romaine de l'antiquité. Travaillant, pensant, combattant, et saignant par toutes ses veines, Paris oubliait presque, dans son ardeur à faire éclore une société nouvelle, les cannibales qui étaient à ses portes. Son rôle d'initiateur historique le rendait rayonnant d'enthousiasme.

En face de ce Paris du monde nouveau, le vieux monde à Versailles. Voyez cette assemblée des goules de tous les régimes défunts, légitimistes et orléanistes, impatients de se repaître du cadavre de la nation, — avec une queue antidiluvienne de républicains qui, par leur présence à Versailles, sanctionnent la révolution des esclavagistes, comptant, pour maintenir leur République parlementaire, sur la vanité du sénile charlatan qui en est le chef, parodiant 1789, quand ils s'assemblent, spectres du passé, sous les voiles du Jeu de Paume ! La voilà, cette Assemblée nationale, représentant toutes les choses mortes de la France, ne reprenant une apparence de vie que parce qu'elle s'appuie sur le sabre des généraux de Louis-Bonaparte !



Si la Commune représentait vraiment tous les éléments sains de la société française, si elle était, par conséquent, le véritable gouvernement national, elle était en même temps un gouvernement ouvrier et, à ce titre, en sa qualité d'audacieux champion du travail et de son émancipation, elle avait un caractère bien marqué d'internationalisme. A une portée de canon de l'armée prussienne qui venait d'annexer deux provinces françaises à l'Allemagne, la Commune annexait à la France les travailleurs du monde entier.

Le second Empire avait été la grande kermesse de l'escroquerie cosmopolite ; la fripouille de tous les pays était accourue à son appel pour prendre sa part d'orgie et de pillage...

La Commune, elle, admit tous les étrangers à l'honneur de mourir pour sa cause immortelle. Pendant le court intervalle qui sépara la guerre étrangère perdue par sa trahison et la guerre civile fomentée par son complot avec l'envahisseur étranger, la bourgeoisie avait trouvé le temps de déployer son patriotisme en organisant la chasse policière aux Allemands qui habitaient la France. La Commune, elle, fit d'un ouvrier allemand son ministre du Travail.

Thiers, la bourgeoisie, le second Empire, n'avaient jamais cessé de se jouer de la Pologne, lui prodiguant de bruyantes déclarations de sympathie, tandis qu'en réalité ils la livraient traitreusement à la Russie dont ils se faisaient basement les agents. La Commune, elle, fit aux fils héroïques de la Pologne l'honneur de les mettre à la tête des défenseurs de Paris. Et pour marquer d'un trait ineffaçable l'ère historique qu'elle avait conscience d'inaugurer, la Commune, d'un côté sous les yeux des Prussiens vainqueurs, et de l'autre, sous les yeux de l'armée bonapartiste commandée par des généraux bonapartistes, jeta bas ce colossal symbole de la gloire militaire, la colonne Vendôme.

KARL MARX.
La Commune de Paris.

LE DRAPEAU ROUGE

Pauvre drapeau rouge, grand calomnié ! Des furieux veulent en faire une cible à laquelle on clouera le prolétariat pour lui cracher au visage ou le fusiller. Nous sommes quelques-uns qui n'avons pas encore la langue pendante et le cou cassé, et nous crions à ceux qu'on voudrait charger de cette besogne : — Prenez garde ! Vous allez commettre un assassinat ! On dit que, qui n'a pas craché sur ce chiffon et mordu cette loque est digne de haine. Ce chiffon, cette loque ! mais la République se soucie bien de ce morceau de coton ou de laine, qui s'égrenaille dans le brouillard ! Elle salue ce drapeau, parce qu'il a un passé glorieux, et qu'enfin chaque fois que le peuple se leva pour le droit et aller mourir aux barricades, ses héros choisirent ce lambeau rouge pour suaire. Il faut avoir la mémoire de ces choses et se découvrir devant ces souvenirs ! Ne pas les laisser insulter par des hommes ou devant des hommes, dont les pères ont été les soldats de ces révoltes, à Transnonain ou à la Guillotière ! On en a fait l'étendard des meurtriers, parce qu'il a la couleur du sang ! Mais ce sang, c'est celui du peuple, le sang du martyr et non le sang du bourreau. Il n'a que cela à donner, ce peuple. C'est son or et sa pourpre ; il a ouvert ses veines, voilà tout, et il en a inondé sa bannière. Tous les peuples qui naissent en sont là : ils prennent, pour porter au-dessus de leurs bataillons proscrits, quelque chose qui se voit de loin, qui ait leur d'incendie ! Langue de feu, symbole de flamme ! Un symbole, rien qu'un symbole ! — Pauvre drapeau rouge, grand calomnié ! **JULES VALLES**
Le Cri du Peuple. — Mai 1871.